



Projet GRAM- Kivu

ESSAI D'ANALYSE SUR LA PROBLEMATIQUE DES ARMES LEGERES ET SON POIDS A L'EST DE LA R D CONGO

Un avenir sombre pour les populations jadis sous occupation des anciens groupes armés



© Photo. Projet GRAM, Kivu

Projet GRAM – Kivu, Mars 2005

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

PREAMBULE

La prolifération des armes légères et de petits calibres sont actuellement un danger en R D Congo. Spécialement en cette période où le pays est en pleine transition et se prépare à des élections. Il est difficile de confirmer que la paix est en vue tant que l'Est est en proie de violence et de laisser-aller et de preuve d'incapacité du Gouvernement mis en place de résoudre les problèmes liés au processus de désarmement, démobilisation et de réinsertion des ex-combattants, au contrôle de la circulation et la prolifération des armes entre les mains des civils, groupes armés et miliciens. Et donc les armes pèsent.

Pourtant la R D Congo avec ses voisins de la région, est signataire de plusieurs accords et traités pour lutter contre la prolifération des armes légères et de petits calibres en faveur de la paix. Aucun d'entre eux n'arrive à les mettre en application à cause, bien évidemment, de la crise de confiance et des agendas cachés. Tout s'arrête au niveau des discours et des rencontres improductives et de formalités.

Personne ne peut évaluer aujourd'hui les effets dévastateurs de ces armes à l'Est de la R D Congo, car la violence continue son bonhomme de chemin et ne semble pas s'arrêter à cause de la disponibilité des armes légères dans la région. Ni le gouvernement en place, ni les anciens belligérants, ni les milices et civils détenteurs illégaux d'armes ne semblent être touchés par les appels au niveau local, national et international sur le désarmement, le contrôle, le commerce et le transfert des armes illégales.

Il appartient donc aux Ongs et associations locales, nationales, et internationales avec l'appui des institutions des Nations Unies de faire pression et de renforcer leurs appels aux responsables des anciens groupes armés, belligérants et des milices actifs encore à l'Est de la R D Congo ainsi que les pays voisins (Rwanda, Ouganda), afin que la R D.Congo arrive à une application effective de tous les accords et traités sur les armes légères et de petits calibres. Et cela avant les élections pour éviter à la longue d'éventuels recours aux armes.

Ce document épingle des impacts négatifs dus au poids des armes légères et de petits calibres dans les anciens territoires sous occupation des rebelles, groupes et milices armés sur les populations civiles et le danger pour le gouvernement de la transition qui va bientôt arriver à sa fin, et qui prépare les élections pour sortir le pays de l'impasse. Entre temps, l'impunité demeure dans le pays et facilite la commission des violations des droits humains et du droit international humanitaire.

Mais pendant l'élaboration de ce document, il ya eu des incidents en février 2005 en Ituri avec l'assassinat des neuf casques bleus bangladeshi par les groupes armés actifs dans la région et l'arrestation à Kinshasa des certains leaders soupçonnés d'être responsables de ces actes. La poursuite judiciaire déjà entamée, va-t-elle continuer ou s'arrêter là ?

Nous saluons en ce passage ces actions et encourageons ses poursuites. Car à notre avis, les auteurs des violations des droits humains sont assis dans les bureaux climatisés dans la capitale et autres actifs sur le terrain (à l'intérieur et à l'extérieur du pays) et ne sont pas inquiétés ; alors que leurs places se trouvent dans les prisons.

« *Les Poids des Armes* » sort avec lui une description des effets des armes légères et de petits calibres à l'Est de la R D Congo. Il est temps aujourd'hui de passer

Groupe de Recherches et d'Actions contre la Marginalisation au Kivu
(Projet GRAM – Kivu)
Essai d'analyse sur la problématique des Armes légères et son poids a l'Est de la R D Congo
Mars 2005

des promesses aux actes, car elles sont « *utilisées arbitrairement et sans discrimination pour tuer, ou blesser, pour menacer les gens et pour les contraindre a fuir leur maison* ».

La population congolaise a besoin de la Paix aussi comme dans d'autres pays après neuf ans des atrocités dues aux armes légères et de petits calibres.

Nous profitons de cette occasion pour présenter ce document avant la tenue en juillet 2005 au quartier général des Nations Unies de la rencontre importante en vue de la préparation de la conférence de révision de 2006, qui réunira les gouvernements, les agences des Nations Unies et les ONG pour évaluer les progrès de la mise en œuvre du Programme d'Action de 2001.

Le Groupe de Recherches et d'Actions contre la Marginalisation au Kivu, (Projet GRAM – Kivu) s'est engagé depuis 1996 en R D Congo dans la lutte contre l'utilisation des enfants soldats dans l'armée, la prolifération des armes légères et de petits calibres (ALPC), a la mobilisation des ONGs de la société civile de la R D Congo pour la promotion et le défense des Droits Humains.

Des actions de plaidoyers et de lobbying sont organisées au niveau local, national et international en collaboration avec plusieurs Ongs et associations de droits de l'Homme (Partenaires et réseaux).

Il s'est joint au Réseau d'Action Internationale sur les Armes Légères (RAIAL) en tant que membre parmi les autres ONGs qui s'occupent des multiples facettes de la violence armée et du commerce des armes et participe aussi à la Semaine d'Action Contre les Armes Légères.

Il soutient la campagne « *Contrôlons les Armes* » pour un traité sur le Commerce des Armes en contribuant à la pétition du « *Million de Visages* » en soumettant des photos avant la Conférence de Révision des Nations Unies de 2006.

Projet GRAM – Kivu contribue activement au programme de démobilisation, désarmement et de la réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) à travers la Coalition pour mettre fin à l'Utilisation des enfants soldats en R D Congo et au niveau international.

Il utilise les médias (Feuilles, bulletins, radios, Internet) et autres moyens de diffusion pour faire passer des messages sur les ALPC, les Enfants soldats, les Droits humains, la Paix ; publie des rapports et affiches dans ces domaines.

Notre souhait est que les recommandations assorties dans ce document soient prises en compte pendant cette période ou les Nations Unies s'investissent dans la résolution des questions des armes légères et de petits calibres dans le monde à travers la réunion biennale d'Etats de 2005 et la tenue de la conférence de révision de 2006.

Enfin voir l'Est de la R D Congo diminué et rendu souple de ce poids des armes qui pèsent depuis les guerres qui ont embrasé la région depuis 1996.

Victor AMISSI SULUBIKA
Coordinateur du Projet GRAM – Kivu,
Défenseur des Droits de l'Homme et Expert dans le DDR.

Mars 2004

ESSAI D'ANALYSE SUR LA PROBLEMATIQUE DES ARMES LEGERES ET SON POIDS A L'EST DE LA R D CONGO

Un avenir sombre pour les populations jadis sous occupation des anciens groupes armés

« L'accumulation excessive et le commerce illicite des armes légères, menacent la paix et la sécurité, en réduisant à néant les espoirs d'un développement économique et social et en compromettant les perspectives démocratiques et le respect des droits humains. » (Kofi Anan, Secrétaire Général de l'ONU)

INTRODUCTION

La R D Congo, un pays à grande superficie au cœur de l'Afrique, scandale géologique, avec une population estimée à des millions de personnes est entrée dans une guerre depuis 1996 qui a occasionné la mort des milliers de personnes, surtout les femmes et les enfants. Le pouvoir dictatorial de Mobutu qui a duré plus de 30 ans n'a pas permis à la population d'accéder à une vie décente. Ce qui a provoqué le déclenchement des guerres que le pays continue jusqu'à ce jour à compter des victimes. Ces guerres en provenance de l'extérieur du pays ont permis la facilitation de transfert des armes, la prolifération des armes légères entre les mains des civils et rebelles ou différents groupes armés à l'Est.

La présence de ces armes continue à représenter aujourd'hui un grave danger pour les populations civiles et le pays en général. Et malgré la signature des accords de Paix de Su City par toutes les parties en conflit, qui doivent aboutir à l'organisation des élections libres et démocratiques, la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) illicites en R D Congo demeure une grande menace à la paix, la sécurité et le développement, surtout à l'Est, plus particulièrement dans ce qu'on appelle « le triangle de Swing », c'est à dire Bunia, Kindu et Kalemie, comprenant donc le Sud et Nord- Kivu, le Maniema, le Nord du Katanga et la Province Orientale (surtout la région d'Aru frontalière avec le Soudan et le District de l'Ituri).

Beaucoup de Provinces et territoires de l'Est de la R D Congo sont un danger pour le pays qui veut sortir de la crise. Plusieurs groupes armés sont nés avec différents objectifs : la sécurité et le respect de l'intégrité territoriale, besoin de protection des ethnies et communautés minoritaires, les intérêts économiques, la résistance contre les agressions étrangères, ... Ainsi chaque groupe s'est armé, re – armé et / ou sur armé pour arriver à commettre des violations graves des Droits de l'Homme, de telle manière qu'actuellement il se pose les problèmes de désarmement, de démobilisation, de brassage et de l'intégration de l'armée ainsi que le contrôle des armes.

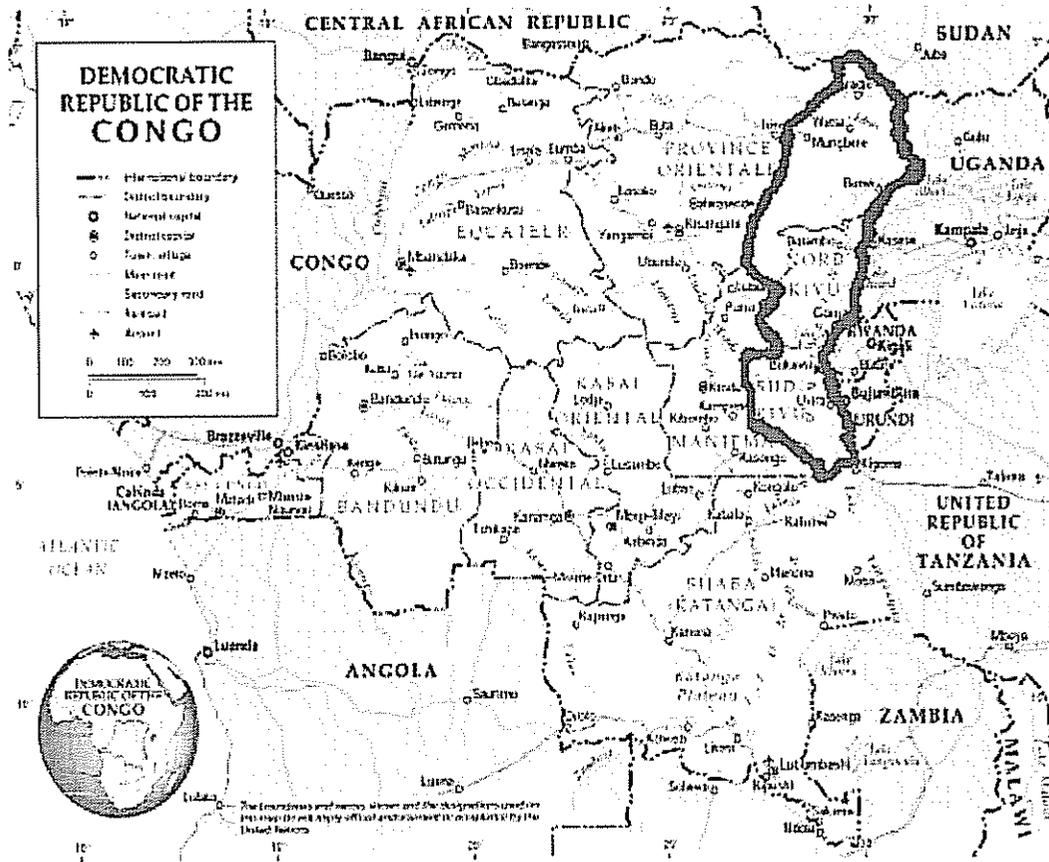
Pourtant l'on estime à « quelques 639 millions d'armes légères et de petit calibre sont en circulation dans le monde, des armes de poing et d'assaut jusqu'aux lance-

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

missiles antiaériens portatifs. La majeure partie de cet arsenal se trouve entre les mains de civils ».

La Carte de la République Démocratique du Congo



La légende : La partie concernée par cette publication :
 Provinces du Nord, Sud – Kivu, et Orientale



« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info : gram2000@yahoo.fr
 site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

Des avancées pour la fin des hostilités

Après une forte pression tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, les anciens belligérants se sont mis d'accord pour mettre fin à la guerre en signant des accords, et pour arriver ainsi à la mise en place d'un gouvernement de transition. Mais le problème reste criant à l'Est du pays où certains groupes armés continuent à régner sur les territoires jadis sous leur contrôle. Ceci leur permet ainsi de renforcer les effectifs en hommes, à renforcer l'approvisionnement en armes afin de garder le monopole des territoires.

Les efforts sont déployés pour que le pays arrive aux élections selon l'échéance fixée ne sont pas vues de bon œil par d'autres groupes à l'Est du pays, préférant ainsi le statu quo. Ainsi les territoires de l'Est du pays sont toujours la cible de déstabilisation, des affrontements, des agressions étrangères et d'insécurité à cause de la présence massive des armes légères et de petits calibres. Or le pays, s'il était uni devrait s'armer pour sa sécurité et garantir la sécurité de ses frontières. Et même la charte des Nations Unies dans son article 51 reconnaît que chaque état a le droit à l'autodéfense individuelle et collective et que chaque état membre des Nations Unies est obligé « à promouvoir le respect universel des droits de l'homme et de la liberté » afin d'atteindre « le progrès économique, social et le développement ».

Exposé à des risques et menaces d'agressions des pays étrangers dus au manque de confiance entre les dirigeants des pays voisins d'une part, de la crise de confiance entre les dirigeants au sein du gouvernement de transition, la R D Congo éprouve des difficultés à contrôler l'Est du pays, à cause de la multitude des groupes armés qui ne veulent pas céder ou conjuguer avec les autres pour constituer une armée véritablement nationale, intégrée et à contrôler les armes. Chaque groupe cherche à s'approvisionner en armes davantage après les signatures des accords et à se sur- armer avant les élections. Ces mouvements d'armes facilitent l'exploitation des ressources du sol et du sous sol, augmentent la violence envers et entre les populations, et ainsi détruire l'environnement et tout l'éco - système. Ainsi se pose le problème de sécurité au niveau des frontières, de respect de droit de l'homme (tueries, viols et violences faites aux femmes, vols, enrôlement des enfants, ...) et de réaliser des projets de développement durable.

Ce document est un essai d'analyse qui insiste sur la problématique des armes légères, c-à -d du poids des armes qui pèsent sur les populations innocentes de l'Est et de la RD Congo en général. Ici nous insistons sur les Provinces orientale, du Nord et du Sud – Kivu, celles qui sont les portes d'entrées de toutes les rebellions à partir de l'extérieur et zones de la prolifération des armes légères et de petits calibres depuis le début des hostilités et le blocage dans le processus en cours de réunification du pays.

Ces guerres ont déclenchées et persistent jusqu'à amener les dirigeants des pays des Grands lacs et de corne de l'Afrique à se mettre sur une même table pour signer des accords, des protocoles pour la prévention et la réduction des Armes légères et de petit calibres. Malheureusement aucune avancée n'est notée :C'est le sur-armement, les menaces des conflits et les affrontements à l'Est de la R D Congo avec derrière eux le chapelet des problèmes.

PROVINCE DU SUD – KIVU

En parcourant l'histoire rapidement, la situation dans la Province du Sud – Kivu a commencé avec l'arrivée des réfugiés rwandais Hutus dans le territoire congolais en 1994. Une quantité importante d'armes ont été amenés par les réfugiés en fuite. En y faisant usage dans les camps et dans les villages avoisinants, ils ont créé de l'insécurité partout pour leur survie et ou pour assurer leur sécurité.

Avec l'arrivée de Kabila avec l'AFDL en 1996, les armes sont venues de ses alliés Rwandais, Ougandais et burundais pour chasser Mobutu du pouvoir. Mais avant cette guerre, certaines communautés avaient des armes pour se protéger, notamment les Banyamulenge et ou familles rwandophones. Toutefois, pendant son règne, les armes étaient immatriculées.

Selon un témoignage, par exemple dans le territoire de Bunyakiri, un sujet rwandais du nom de Moni (âgé d'une quarantaine), habitait à Kambeketi, réparateur des radios, montres de son état a été sous le solde de l'armée rwandaise à Bunyakiri. Ce dernier achetait les armes auprès de la population de Bunyakiri et les faisait enregistrer chez l'Etat. Une grande quantité d'armes a été récupérée des mains des populations lors de ces opérations pendant l'AFDL. Mais lors des affrontements à Bunyakiri contre les Mai Mai. Il fut abattu par un enfant soldat à coté du croisement entre les rivières Cinganda et Lohoho sur la route de Karasi pendant qu'il roulait sur sa moto en cette période. Sa mort fut la joie de toute la population, car lors des recherches des armes , il procédait à des tueries et enlèvements des gens.

Le commandant B quant à lui, ancien Mai Mai, fut récupéré par le RCD- Goma en 1998 et commandant à l'époque de la 6eme brigade, fut envoyé pour poursuivre la même opération de récupération des armes à Bunyakiri. Malheureusement, il livrait les armes aux Mai Mai. Deux containers d'armes furent livrés par lui à Bunyakiri pour le compte des Mai Mai à travers Monsieur Bitotobe et autres officiers à Lwana et à Hombo dans le territoire de Bunyakiri, en disant que ce sont des vivres.

C'était pour lui le moment de s'enrichir à partir des ressources du sous sol, c-à-d à travers l'exploitation de coltan. Plusieurs personnes ciblées ont été impliquées dans la facilitation, le transfert, et le transport des armes et des ressources minières.

Dans la Collectivité – Chefferie de Kalonge, par exemple une femme du nom de Vumilia habitant à Betheli dans le groupement de Chifunzi, Monsieur Jean Mungo, appelé communément « Commandant Coltan » accompagné d'un petit garçon du nom de Grégoire Yaya (tous civils) ont joué un rôle capitale dans l'approvisionnement des armes aux Mai Mai base à Kalonge.

Une équipe des fournisseurs de coltan en provenance de Luyuyu, état major du Général Padiri à l'époque, a été utilisée pour faire passer le coltan en échange des armes, munitions, tenues militaires. Elle utilisait deux documents « Ordres de mission »; l'un signé par Cuma B. lui même RCD- Goma et l'autre par le Général Padiri.

Cinq milices Mai Mai venaient régulièrement attendre l'équipe des transporteurs des armes et munitions à Kalonge passant par Chanderema, Kampuse, Sati, Kashesha dans le groupement de Bitale. Le commandant B. fut lui- même le facilitateur de l'approvisionnement des armes chez les Mai Mai en utilisant sa camionnette 4x4 Land

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

Cruiser et qui devrait passer toutes les barrières jusqu'à Bitale ou ils avaient une piste de retour.

Quant à l'équipe de retour qui fournissait le coltan empruntait la route du groupement de Mamba/ Fendula dans la collectivité chefferie de Kalonge en passant par le Parc National de Kahuzi Biega pour effectuer une escale à Murhesa ou ils devaient se rencontrer Monsieur Nestor, commerçant et fournisseur de coltan. Ce dernier disponibilisait son téléphone pour contacter le commandant Cuma B. et Messieurs Simba Mwendapole et Amani Augustin, preneur de la matière.

Par tour près de 700 à 1000 Kgs de Coltan et 10 Kgs d'Or était transporté par 25 personnes. Précisons en passant que ces minerais étaient achetés par les hauts responsables du RCD- Goma et rwandais qui avaient des maisons d'achat dans la ville de Bukavu avant d'être transportés au Rwanda et ailleurs.

En 1996, lors des attaques contre les camps des réfugiés rwandais par l'AFDL avec ses alliés de l'Armée Patriotique Rwandaise ont occasionné des millions de morts, notamment des femmes et des enfants en fuite ou dans les camps. Les autres ex-militaires de l'armée rwandaise et milices Interahamwe ont pris fuite dans les forêts et villages avec des armes. L'avancée des rebelles a connu des résistances de la part des populations transformées en groupe armé appelé Mai Mai. Ces derniers ont désarmé les militaires de Mobutu en se ralliant aux Interahamwe.

La situation s'est empirée avec la deuxième rébellion du RCD- Goma qui est aussi soutenue militairement (en armes et en hommes) par le Rwanda et l'armée Ougandaise. Dans son avancée, elle a trouvé cette même résistance des Mai Mai qui a été armée par le Gouvernement de Kinshasa. Des groupes armés sont nés dans différents territoires et provinces voisines du Sud – Kivu avec la dislocation du RCD- Goma.

Au Sud – Kivu, un groupe armé a surgi dans le territoire de Walungu, les « MUBUNDU 40 (M40) », avec pour objectif de résister contre l'armée du RCD- Goma. Mais après un moment, il se rallia au RCD- Goma moyennant certaines concessions. Cette alliance ne tarda pas, il finit par s'allier à l'Armée Rwandaise pour se retourner contre son ancien allié le RCD- Goma. Il reçut un appui en armes et munitions venant du Rwanda pour déclencher une guerre contre le RCD- Goma dans la ville de Bukavu le 06 avril 2003. Il fut battu et chassé de sa base où était son Etat Major dans le groupement de Mushinga dans le territoire de Walungu. Cette bataille a occasionné la perte de plusieurs personnes, des biens pillés, la destruction des maisons, champs, bêtes,...

Un nombre important d'enfants soldats en charge de Mudundu 40 (M40) estimé à 4.120 ont été dispersés. Des armes ont été cachées par des enfants soldats et des militaires lors de la fuite. Entre temps, d'autres groupes armés étaient en action à Nyangezi sous le commandement de FOKA MIKE et à Minembwe avec le Commandant Patrick MASUNZU. Tous soutenus militairement (armes et munitions) avec leurs alliés. Dans tous les territoires de la Province du Sud – Kivu, la présence de ces groupes armés et la prolifération des armes légères et de petits calibres entre les mains des groupes armés, des civils et milices ont contribué à des violations flagrantes des droits de l'homme (tueries, viols et violences faits aux femmes et jeunes filles, destruction des infrastructures socio- sanitaires et scolaires) à l'insécurité grandissante, à l'exploitation illégale des ressources économiques.

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulyic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

Le Sud – Kivu sous le poids des armes légères et de petits calibres.

La disponibilité de toutes ces armes dans la Province du Sud – Kivu a encouragé les conflits. Les anciens combattants et militants, les jeunes et enfants démobilisés de l'armée, et autres civils dangereux sont un danger pour le pays.

Ces armes ont proliféré dans les groupes armés (Mai Mai) dans la Province du Sud – Kivu, en dehors des rebelles à partir de 1996, comme décrit précédemment.

Plusieurs armes ont été cachées par les anciens combattants individuels ou leurs dirigeants. Ce qui a été à la base des nouveaux conflits depuis 2004 dans la ville de Bukavu.

Les anciens dirigeants du RCD- Goma, profitant de la situation précaire de pauvreté et d'inégalité ont utilisés facilement la violence et recrutés des jeunes pour constituer des milices.

Les préparatifs des nouveaux conflits provoqués par ces armes ont été dévoilés en février 2004 par la découverte des caches d'armes, trouvés dans les domiciles de certains hauts cadres et officiers du RCD- Goma (*Xavier CHIRIBANYA, ancien Gouverneur de la Province du Sud – Kivu, le Major KASONGO, ...*) et dans ceux de quelques commerçants de la ville de Bukavu par la MONUC et la 10eme région militaire, le recrutement des jeunes et leur entraînement militaire dans le camp de Nyamunyunyi en territoire de Kabare, à Idjwi, et à Dutu en territoire de Kalehe.

Xavier Chiribanya est actuellement à la tête d'un mouvement de libération dénommé FLEC « Front de Libération de l'Est du Congo » composée des anciens cadres politico- militaires formés dans les centres d'entraînement du Rwanda et des jeunes milices formés dans le centre de Nyamunyunyi à Kavumu dans le territoire de Kabare en Province du Sud – Kivu. Avec l'ancien vice – Gouverneur chargé de l'administration dans la Province du-Sud – Kivu, Monsieur Jean Pierre-Mazambi, ils viennent de créer une Ong dénommée « Synergie pour la Paix et la Concorde » avec son siège à Goma dans la Province du Nord- Kivu où tous les insurgés et leurs alliés politiques et militaires se réfugient, pour la couverture et l'appui au mouvement FLEC.

D'ailleurs, pendant leur tentative de la prise de la ville de Bukavu en mai 2004, l'on a vu ces jeunes originaires de Mbobero, (village natal de Xavier Chiribanya), et de Bagira débarquer dans la commune de Bagira armés jusqu'aux dents, escortés par des militaires. Ils n'ont pas hésité à piller des véhicules et à commettre des exactions auprès des populations.

Même après la guerre de Bukavu, avec la nomination des nouvelles autorités provinciales du Sud – Kivu, d'autres caches d'armes ont été découvertes en décembre 2004 par les militaires de la 10eme région militaire dans la résidence du Vice – Gouverneur en charge des finances de la composante RCD-Goma. Sachant qu'étant détenteurs illégaux d'armes et munitions, l'on a remarqué l'insubordination de certains officiers issus du RCD- Goma aux ordres de leurs chefs hiérarchiques (*Cas du Colonel Jules MUTEBUTSI, ce dernier avait attenté à la vie de son supérieur le Général Prosper NYABIOLWA, commandant de la 10eme région militaire, lors du soulèvement de sa communauté « Les Banyamulenge » contre ce dernier en février 2004 dans la ville de Bukavu*).



Marche de manifestation des jeunes étudiants et élèves à Bukavu
contre le Gouverneur Xavier Chiribanya - Février 2004

© Photo Projet GRAM-Kivu

Des manifestations de protestation contre le refus du Gouverneur Xavier Chiribanya ont été organisées dans toute la ville de Bukavu, tandis que les opérations de découvertes de caches d'armes se poursuivaient dans toute la ville sous l'action de la MONUC et de la 10ème région militaire.

À l'arrivée du Général Félix Mbuja Mabe en remplacement de Prosper Nyabiolwa à la tête de la 10ème région militaire, trois mois après (Mai 2004) le même Colonel Jules Mutebutsi, voulant continuer l'exécution de son plan, n'hésita pas à mettre la ville de Bukavu dans la guerre qui dura 10 jours avec le soutien du Général Laurent Nkundabatware en provenance de la 8ème région militaire dans la province du Nord-Kivu.

Des dégâts tant matériels (bâtiments, boutiques, magasins détruits, des morts et blessés par centaines ont été enregistrés, de pillages des biens des populations, de la Banque centrale, ... la fuite et les déplacements des populations.

Pendant ces affrontements, les camions et camionnettes en provenance du Rwanda faisaient des navettes jour et nuit à Bukavu, transportant les biens pillés vers le Rwanda, des hommes, armes et munitions vers l'intérieur et les villages périphériques de Bukavu (Walungu) pour commencer leurs avancées.

Il a été prouvé comment le lac Kivu a été un haut lieu du trafic d'armes, « des speed (hors-bord) blindés et chargés des bombes en alerte pour contrôler tout le lac Kivu et sécuriser les pirogues motorisées (Boats) et autres bateaux qui acheminaient les hommes en armes rwandais entre le Rwanda et l'île d'Idjwi (RDC) et entre cette île et Nyabibwe, Kalehe, Kabonde, Kajutshu, Kakondo, non loin de l'hôpital FOMULAC de Katana; les munitions et armes stockées à Ceya chez le Mwami Sangara, à Kalungu et à Numbi dans les concessions de Serufuli, Azarias Ruberwa, Bizimana Karaha et Moise Nyarugabo », selon le rapport de l'Ong BOR. « On sait qu'il y a eu des armes découvertes et saisies chez Xavier Chiribanya, chez le colonel Joseph Kasongo, chez le colonel Ruhirombere dans la concession SOMINKI, chez Kayonga Abas Dada, Chef de Division des Mines; au plafond de la Résidence du Médecin Inspecteur Provincial, Dr Runyambo Nyabuhanga; dans d'autres cachettes comme à Mbobero dans l'ancienne

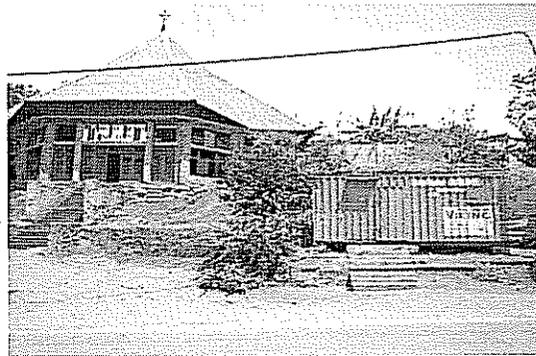
résidence de feu le Commandant Anselme Masasu et chez Mabele, le grand frère de Xavier Chiribanya » précise le rapport.

Même dans un rapport combien accablant, les experts de l'ONU ont montré, le soutien du Rwanda au Colonel Jules Mutebutsi et au Général Laurent Nkundabatware au cours des opérations armées contre les FARDC.

« Le personnel de la MONUC a découvert des armes et des munitions cachées dans les eaux du lac Kivu, du côté de la RDC, près de lieux à Bukavu récemment contrôlés par les forces rebelles de Mutebutsi. Selon les témoignages locaux, les armes et munitions ont été amenées du Rwanda...sur des pirogues de nuit, et jetée avec des tiges de bambou pour marquer l'emplacement des caches. Ce matériel a été récupéré la nuit suivante par ses destinataires. Dans une de ces caches, un fusil R-5 de fabrication Sud- africaine relativement récente a été découvert ».



Bukavu déserte. Guerre / Juin 2004



Une église détruite à Bukavu. Juin 2004 (Photos Projet GRAM- Kivu)

« Les armes constituent l'un des facteurs de déclenchement, de prolongation et d'intensification des conflits et de la violence armée »

Après la reprise de la ville par les troupes de la 10ème région militaire le 10 juin 2004, la situation était devenue précaire. Certaines couches de la population dont les Banyamulenge et autres personnes qui se sont ralliés aux insurgés ont trouvé refuge dans les pays voisins, notamment au Rwanda, au Burundi fuyant la violence contre eux. Cette situation a accentué l'esprit de haine, de violence jusqu'à un soulèvement de la population d'Uvira contre le retour des réfugiés Banyamulenge à Uvira dans le Sud de la Province du Sud – Kivu. Ce groupe des insurgés représente aujourd'hui une difficulté majeure pour le retour à l'ordre après les affrontements de Bukavu et de Kamanyola, laissant dans leur passage une désolation. La communauté Banyamulenge a actuellement difficile à retourner dans cette Province par peur d'être poursuivis, notamment les leaders qui ont soutenu les insurgés, mais toutefois certaines familles civiles sont finalement rentrées à Uvira et sont dans la camp de transit.

Malheureusement parmi les réfugiés retournés à Uvira, une trentaine a été trouvée avec les armes cachées dans leurs effets. La notion des armes est déjà ancrée dans l'esprit des populations et ne se sentent plus en sécurité s'ils ne sont pas armés. Ceci

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info : gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grjp.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

accroît de plus en plus la crise de confiance et la méfiance entre communautés longtemps en conflits, surtout dans cette partie sud de la Province.

Dans la plaine de la Ruzizi, moyen et haut plateaux et dans le territoire d'Uvira, Fizi, le problème est complexe. Les communautés ethniques vivent dans une crise de confiance. Elle trouve l'origine depuis le règne de Mobutu. La communauté Banyamulenge s'est armée pour la protection contre une éventuelle attaque contre elle. Ainsi tous le monde est militaire et par ce fait armé, y compris les femmes et les enfants ; ils sont des « guerriers ». Dans les autres communautés, c'est la résistance (Mai- Mai) contre la rébellion des Banyamulenge soutenue par les armées rwandaise, burundaise. Ils sont appelés « combattants ». Actuellement, les réalités sur terrain dues au manque de confiance font que les familles détiennent illégalement des armes pour se protéger. Et c'est le phénomène « une famille, une arme ».

Ainsi toute cette partie du sud de la Province du Sud – Kivu devient militarisée et les armes pullulent de tout côté. La violence est montée d'un cran et la haine ethnique s'accroît de plus en plus.

Il est observable que la population ou le bas peuple est obnubilé, exposé, trompé et embrigadé par certains leaders et politiciens dans des dossiers dangereux qui les rendent de plus en plus victimes et les mettent en conflits avec les autres communautés.

La population de la Province du Sud doit actuellement cultiver la non violence, manifester de la tolérance, la justice, de la loyauté à l'endroit des personnes différentes par la culture, la race et caractères physiques et de lutter contre l'intolérance, la xénophobie qui traduit la volonté d'ouverture sur les autres cultures. Sans cela c'est le retour à la case du départ.

PROVINCE DU NORD - KIVU

Cette Province en proie de violence et des problèmes de cohabitation ethnique. Des conflits ont commencé depuis 1991 dus à l'identification des nationaux, l'exode rural du aux troubles interethniques s'en est suivi. Il constitue le siège des rebellions depuis 1998 avec l'AFDL et du RCD- Goma depuis 1998.

Les armes légères sont une réalité dans la Province du nord – Kivu. Elle est d'origine tribalo- ethnique.

En 1992, une guerre éclate à Masisi entre les autochtones (Nyanga, Hunde ,tembo,kano,...) contre les populations d'expression rwandaise à cause du refus des autochtones de la présence des Hutus rwandais organise a un mouvement denomme « Magrivi »(Mutuelle des Agriculteurs et Eleveurs de Virunga) dans le territoire. Ces derniers étaient protégés par les autorités locales qui les approvisionnent en armes et munitions pour écraser les autochtones.

Les autochtones quant à eux n'étaient pas armés pour arriver à résister contre leurs adversaires. Mais à un certain moment, ils étaient parvenus à s'emparer des armes des mains des hutus rwandais.

Avec la présence des réfugiés rwandais en 1994 en R D Congo, les autochtones (Hunde, Nyanga) qui habitaient en cours de route se sont approvisionnés en armes soit en ravissant ou en achetant auprès des réfugiés rwandais hutus. Entre temps, le phénomène

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email :amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

Mai Mai prit naissance sous la houlette d'un Monsieur en provenance de Lubutu, originaire du clan Tiri appelé communément « *Mutuka Mumene* » en lingala : « *Un gros camion* ». Celui ci fut le premier docteur Mai Mai à cette époque. Ce groupe s'organisa en Katuku et s'impliqua en 1994 avec le pillage des vaches dans les fermes. Ces vaches étaient vendues pour s'approvisionner en armes. Ce mouvement s'étendit de Masisi vers le territoire de Bunyakiri à cause des déplacements des populations.

En 1996, avec l'arrivée la rébellion avec Laurent Désiré Kabila, l'on a noté la prolifération des armes légères dans la Province du Nord Kivu. Les militaires de Mobutu en fuite avaient aussi la possibilité de donner les armes aux jeunes en vue de mener une résistance contre l'avancée des rebelles.

Mais en 1997, Laurent Désiré Kabila ayant remarqué la prolifération des armes, organisa une opération de récupération de toutes les armes dans la Province. Malheureusement elles étaient orientées vers les autochtones seulement, laissant les Hutus appelés « Mongols ».

Ces derniers étaient protégés par les Tutsis rwandais au pouvoir à l'époque avec l'AFDL de Laurent Désiré Kabila. Ils estimaient que ces mongols ne sont pas dangereux, à cause de la même origine : « *Bene muga bumwe* » en kinyarwanda : « *les enfants d'un seul homme* ».

Lors de cette opération, plusieurs armes ont été récupérées des mains des autochtones et l'on s'est retrouvé avec une armée des « Mongols » forte dans la Province.

En 1998, avec la rébellion du RCD – Goma, les armes entrent en grande quantité dans le pays. L'on est en présence des militaires rwandais et des jeunes d'expression rwandaise contre les autochtones (Hunde) qui ont refusé l'adhésion au mouvement. Et c'est une raison qui a fait qu'ils n'étaient pas nombreux dans l'armée du RCD – Goma. Les Mongols quant à eux ont été sensibilisés par le pouvoir en place (la rébellion) pour faire partie de la « local defense » encadrée par l'autorité provinciale. C'était devenu comme une armée parallèle à l'armée du RCD- Goma.

Actuellement, la Province du Nord – Kivu est le théâtre des affrontements, le canal de l'approvisionnement et de transfert d'armes et munitions en provenance du Rwanda et de résistance contre l'avancée de la transition en RDC.

Le grand problème est que ce sont les autorités provinciales, administratives, territoriales qui sont à la base de la militarisation de la province à travers la distribution des armes à feu, de la maintenance du flou, de confusion et de blocage.

Une fois Monsieur Nzabara Masetza (Maire de la ville de Goma) a dénoncé à travers son memo adressé à une délégation du sénat venue de Kinshasa en décembre 2004: « *...cette communauté organise des manifestations dans la ville sans aucune autorisation et obtient l'encadrement de l'armée et d'une couverture médiatique malgré l'interdiction de l'autorité urbaine. Ce genre d'indiscipline connaît l'appui de certaines autorités et responsables de la sécurité et de l'administration,...* »

Les associations de défense de droits de l'homme à travers la société civile du Nord –Kivu, n'ont cessé de dénoncer la distribution des armes par les autorités politico-militaires aux populations d'expression rwandaise dans plusieurs localités de la Province du Nord – Kivu y compris la ville de Goma, notamment en Octobre et en Décembre 2004 après les événements de la ville de Bukavu. Plusieurs d'entre eux font l'objet de poursuites et de menaces de morts.

En effet, des rapports font état de la distribution illicite des armes à feu aux populations civiles d'expression rwandaise du territoire de Masisi au domicile de Monsieur Ntanturo Kanakuze du village de Bushiba, Groupement Buabo, Collectivité secteur Osso- Banyungu. Les informations précisent qu'après une campagne de sensibilisation à la population d'expression rwandaise à la prise d'armes à feu. Au menu de ces rencontres, l'auto – prise en charge sécuritaire afin d'éviter ce qui est arrivé aux autres populations d'expression rwandaise (les Banyamulenge) à Bukavu.

Et qu'en date du 11 au 13 octobre 2004 dans le village Mashaki en groupement Nyamaboko I, il y a eu distribution de plus de 2000 armes à feu individuelles, 10 lance-roquettes, 8 mortiers 60, plusieurs Machines Gun et Magues ainsi que les munitions aux populations civiles d'expression rwandaise des villages et localités Bushiha, Luke, Katoyi, Kahanga, Kitobo, Mukeberwa, Kampingi, Kashovu, Kanii, Ngundi, Lushebere, Miandja, Luhinzi, Ngenda, Kinigi, Kibabi, Lukweti, Mashango, Kyamatembe, Buboa, Katanda, Butsindo, Bwendero, Shanghi, Buchira, Buhato, Bukala, Busumba, kirumbu, Kibachiro, Nyange, Kinyana, Kahira, Kibuye, Luhanga, Butale, Busihe, Kausa, Muheto, Nyamitaba. Tous les villages et localités se trouvant dans les secteurs d'Osso et Katoyi ainsi que dans les chefferies des Bahunde et des Bashali.

Il est à noter que les grands acteurs dans la distribution de ces armes sont bel et bien les autorités politico- administratives et militaires d'expression rwandaise de la Province du Nord- Kivu. Le gouverneur de la Province et initiateur de l'Ong TPD (Tous pour la Paix et le Développement), Monsieur Serufuli et son conseiller chargé de la démobilisation- Désarmement et Réinsertion et les administrateurs des territoires, des postes d'encadrement, des notables , chefs des localités et les chargés de la sécurité.

Cette opération a été la base de déplacement vers d'autres villages en quête de sécurité des populations autochtones hunde et d'autres d'expression rwandaise ayant refusé de prendre les armes; d'autres encore ont été tués; blessés par balles. (source : Action d'appel urgente No 001/2004 de RODHECIP/ asbl)

Pour éviter des affrontements et cultiver la non violence entre elles, Huit communautés ethniques parmi tant d'autres de la Province du Nord- Kivu ont convenu de vivre ensemble sans tension en 1993, il s'agit de :Hunde, Hutu, Kano, Kumu, Nyanga, Nande, Tembo, Tutsi , s'il faut ajouter les Twa.

La communauté dite « rwandophone »est venue s'ajouter aux autres et « est à la base de tous les malheurs que nous connaissons dans la ville. Elle se comporte en Empereur et ne reconnaît aucune autorité dans la ville, ... » selon les propos du maire de la Province.

Le gouverneur de la Province du Nord –Kivu est parmi les acteurs importants qui facilitent les opérations à travers cette Ong susnommée. Ce gouverneur a été cité dans le rapport du panel de l'Onu sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes des richesses de la R D Congo. L'appui qu'il accorde à l'Ong TPD pour encourager les hutu, de tous bords, à se rallier aux rwandais avait pour objectif, d'après le rapport de Kassem, de faire allégeance au Rwanda en s'associant à ses efforts pour contrôler l'Est de la R D Congo. Il a mis sur pieds sa propre milice privée et mène des campagnes de recrutement à Rutshuru auprès de la jeunesse Hutu pendant que les autres ethnies sont rejetées de la sélection, indique un rapport. Les sélectionnés sont envoyés au centre d'entraînement de Mushake à 40 km de Goma dans le territoire de Masisi pour une formation de deux mois. Cette milice « local Defense », forte de 30.000 miliciens armés,

devient vite la machine à tuer ou à réprimer du Gouverneur Serufuli qui les arme et les supporte à travers le financement de cette Ong (Tous pour la Paix et le Développement).

Alors que la Constitution de la transition dans son article 182 stipule : « *Nul ne peut sous peine de haute trahison, organiser, des formations militaires, para- militaires ou des milices privées, ni entretenir une jeunesse armée ou subversive* ».

Conséquences

L'approvisionnement et la distribution des armes par les populations constituent sans aucun doute un catalyseur ayant favorisé les conflits dans la Province du Nord-Kivu. Et la grande disponibilité de ces armes a facilité la commission des violations très graves de droits civiles et socio- économique et a modifié l'équilibre entre les communautés et l'explosion de la violence.

Ainsi en Décembre 2004, quelques militaires insurgés de la 8eme région militaire appartenant à la composante RCD- Goma se révoltent avec l'appui de l'Armée Patriotique Rwandaise. Ils s'opposent au déploiement des troupes loyalistes venues de Kinshasa pour les opérations de délogement des Interahamwe et sécuriser les frontières. La bataille de Kanyabayongwa a conduit à des déplacements massifs des populations vers des villages et territoires voisins : Kayna, Kirumba, Kamandi, ... Plusieurs exactions ont été commises par les éléments de la FARDC et les mutins soutenus par l'armée rwandaise.

Des rapports en provenance de Butembo pendant ce même mois, ont indiqué que les troupes rwandaises ont mené des opérations dans le territoire de Walikale dans 17 villages du groupement Ikobo, situé à la limite qui sépare les territoires de Walikale et de Lubero, où ils auraient identifié une importante base des FDLR. Ainsi, ils ont brûlé les villages environnants ci- après ; Buleusa, Butshi, Lusamambu, Katelu, Ngerere, Luitshembe, Kavumbiro, Bukumbirwa, Bushalingwa, Kasopo, Misinga, Mirombi, Mahigha, Saghalia, Kirumburumbu, Irimba, Kisongya. Ajouter à cela les pillages, viols, et destruction des champs, et plus de 45 personnes civiles tuées.

Les armes qui sont disponibles dans la Province du Nord - Kivu ne permettront pas pour le moment à ce que le pays arrive à réaliser son projet, c'est à dire organiser les élections. Le gouvernement quant à lui a des difficultés de gérer cette partie du pays à cause de la complexité de problèmes : gestion des hommes en armes, gestion des frontières et de certaines personnalités très influentes et qui échappent à son contrôle. Les armes passent par le Rwanda, sont transférées jusque dans les mains des populations civiles et milices soutenues par les autorités de cette Province.

Ces dernières « sont mieux équipées que le reste de l'armée congolaise, notamment grâce au soutien reçu pendant la guerre (1998- 2003) de la part du Rwanda » indiquent plusieurs autres sources, à la poursuite de recrutement des jeunes, et leur formation au centre de Mushaki situé à 45 Km au Sud – Ouest de la ville de Goma. Ce centre avait servi par le passé de cadre à la formation de l'armée du RCD- Goma et de la milice de Serufuli, les éléments de l'autodéfense populaire.

LA PROVINCE ORIENTALE : ITURI

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

C'est la Province à multiples problèmes vu la complexité de la situation sur terrain. Le district de l'Ituri est pour le moment le milieu où la violence a atteint un niveau très élevé à cause de la prolifération des armes légères et des petits calibres et la multiplicité des groupes armés et milices.

Ituri qui est la région non pacifiée malgré l'intervention européenne Artémis menée à Bunia par la France et la présence de la MONUC qui lui a succédé. Plus de 50.000 morts et plus de 500.000 chassés de leur domicile. Il y existe des groupes armés (FNI, UPC, PUSIC, FAPC,...) soutenus par l'Ouganda ou le Rwanda en plus des milices antagonistes.



La Monuc en Ituri



Un des groupes armés en Ituri

Tous ces groupes armés sont nés pour des intérêts purement économiques, malgré qu'ils avancent la raison de la protection ethnique. L'occupation du territoire et l'exploitation illégale des richesses naturelles du pays facilitent l'achat et l'approvisionnement facile des armes.

Le rapport des experts des Nations Unies cité par la Radio France Internationale nous édifie davantage en précisant que « Beaucoup de trafic se fait sur le lac Albert, et notamment entre le port Ougandais de Ntoroko (Sud du lac) et le port Congolais de Kasenyi, contrôlé par le chef Kahwa de l'ancien Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC), ainsi que le port de Tshomia, contrôlé par le chef Kisémbé. « Le groupe d'experts pense que la complicité ougandaise, dans son soutien à Kahwa qui a formé une partie de son réseau en territoire ougandais, est en violation de l'embargo sur les armes- bien que Kahwa, au cours d'un entretien enregistré, ait dit recevoir ses armes du Rwanda », précise le rapport.

Et de poursuivre : « Comme Kahwa, le commandant Jérôme, dirigeant du groupe armé d'Ituri Forces Armées du Peuple Congolais (FAPC) a comploté avec des leaders politiques et économiques ougandais pour mettre en place un réseau qui génère des revenus liés à des taxes d'import et de transit des deux cotés de la frontière, et en retour, jouit toujours des liens politiques, militaires et financiers avec l'Ouganda ». Le FAPC contrôle étroitement son côté de la frontière avec l'aide de troupes ougandaises en RD Congo.

Plusieurs actions commerciales sont effectuées à partir de l'Ouganda et qui facilitent beaucoup l'approvisionnement en armes, munitions,...En vue d'une couverture de leurs actions sur terrain, ils se transforment en parti politique et créent des Ong, ce qui facilite le détournement des fonds pour l'achat et l'approvisionnement en armes et munitions, ainsi que l'encadrement de ses militaires.

Tous les membres de ces Ong sont, de facto, reconnus comme membre du parti politique. Leurs convois de transport de marchandise sont escortés par les militaires Ougandais pour contrecarrer les attaques d'un autre groupe ethnique armé, les Ngiti dans le lac. Et les membres de ces groupes armés ont la facilité de se mouvoir entre les deux frontières (RD Congo- Ouganda). Ils ne paient ni visa, ni laissez-passer quand il suffit seulement de se déclarer membre.

En dehors du soutien de l'Ouganda, les jeunes militaires de certains groupes armés sont envoyés pour la formation militaire dans un village Ougandais appelé Kargut (Toro) et en Libye. Ils habitent eux aussi en Ouganda et selon les informations rapportées des camps des réfugiés en Ouganda, certains y seraient recrutés pour aller combattre en R D Congo.

D'aucuns pouvaient constater comment certaines associations ou ONG sont nées avec des objectifs sans but lucratif en théorie, mais en pratique ce sont les Ongs politico-militaires comme les partis politiques appartenant aux groupes armés. C'est ainsi que les actions de ces groupes armés parviennent à être couvertes par celles de ces organisations.

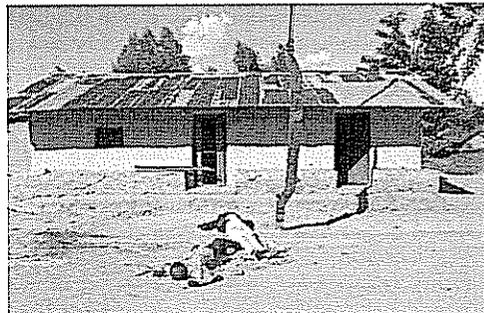
A plusieurs reprises, ces dernières ont été accusées de faciliter le transfert, l'approvisionnement des armes pour le compte de leurs communautés respectives. Des cas comme *UGEAFI*, *Groupe MILIMA* pour le compte des Banyamulenge au Sud- Kivu, de *TPD* pour la communauté rwandophone et *Synergie pour la Paix et la Concorde* de Xavier Chiribanya et Jean-pierre Mazambi au Nord- Kivu et une autre organisation oeuvrant sous la gestion d'un chef de groupe armé pour la communauté ethnique Hema en Ituri dans la Province Orientale sont à retenir. Curieusement, les responsables de toutes ces Ongs ont des relations très étroites avec le Rwanda ou l'Ouganda qui les appuient.

Les leaders de ces groupes armés ne sont pas pour la Paix, mais pour la guerre, afin de continuer à s'enrichir davantage et ainsi se sur-арmer.

Actuellement (depuis Janvier 2005), la province est en proie de la violence malgré les efforts du gouvernement de la transition et de la communauté internationale, Ainsi des nouveaux affrontements en Ituri ont commencé. Le nombre des réfugiés s'accroît de plus en plus dans le territoire



Les populations fuyant les affrontements.



les tueries et destructions.

« *Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils a l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue* » 17

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

Sous la barbe de la Monuc en Ituri



On continue à compter des morts, des exactions dirigées vers les populations civiles, des assassinats, destruction massive des maisons et le déplacement de milliers de population vers l'Ouganda fuyant les affrontements réguliers entre ces groupes armés (UPC de Thomas Lubanga et FNI de Floribert Ndjabu).

Signalons que les leaders de ces groupes armés sont actuellement à Kinshasa au sein du gouvernement de la transition, mais ils continuent à alimenter des tensions de guerres et commettre des violations très graves des droits humains et de droit international humanitaire.

En marge de ce qui se passe dans les provinces ci-haut citées, le rapport des experts de Nations Unies fustige le rôle important joué par le Vice-président congolais et ancien chef rebelle Jean Pierre Bemba dans l'approvisionnement en armes. En effet, « Du 20 au 22 janvier 2004, un total de 5 Antonov 26 ont atterri à l'aéroport de Gbadolite, en provenance de Basankusu, sur les ordres de Mbiato Konzoli, le conseiller militaire du Vice-Président Bemba à Gbadolite, avec une quantité considérable d'armes, y compris des armes lourdes et des munitions à bord. Pendant cette période, l'accès à l'aéroport a été refusé par les troupes ex-MLC (Mouvement de Libération du Congo) aux observateurs militaires et au personnel civil de la MONUC, en contravention du paragraphe 19 de la résolution 1493 du Conseil de sécurité ». Les avions appartenaient à une compagnie que possède M.Bemba, qui n'avait pas jugé bon de prévenir l'armée de ces mouvements.

DEFIS A RELEVER

La prolifération des armes légères et de petit calibre à l'Est de la R D Congo constitue un problème majeur et un facteur de la recrudescence de la violence à l'intérieur du territoire à cause des affrontements incessants, et des violations des droits humains et du droit international humanitaire.

La R D Congo a longtemps été approvisionnée en un nombre important d'armes en provenance de l'extérieur.

*** Liens historiques des groupes armés**

Les leaders des milices et groupes armés sont informés des voies informelles pour s'approvisionner en armes, malgré les menaces de sanctions qui peuvent être faites en leur faveur. Ils ont toujours des liens solides avec l'extérieur pour faciliter l'achat des armes et ainsi faciliter aussi l'exploitation des ressources naturelles par les pays voisins de la R D Congo. Tous ne veulent pas couper les liens avec leur base, les anciens alliés, en privilégiant d'exploiter cette crise de confiance entre eux au sein du gouvernement. Ainsi ils continuent à s'approvisionner en armes en utilisant les mêmes réseaux dans leurs anciens territoires, que pendant la période qu'ils occupaient l'Est du pays. Les richesses naturelles exploitées permettent à ces chefs de s'enrichir personnellement.

*** La perméabilité des frontières**

Avec sa grande superficie, la R D Congo est entourée de neuf pays avec plus de 9000 kilomètres de frontière. Ce qui rend difficile sa surveillance. La partie Est est de plus en plus exposée à des menaces d'agressions et à des affrontements réguliers. C'est une partie du pays qui constitue la bouche d'entrée de presque toutes les rebellions et le foyer de tensions interminables.

En 1994, les réfugiés hutus rwandais (population civile, ex- militaires FAR et miliciens Interahamwe) sont entrés en RD Congo avec des armes cachées dans leurs effets. Installés dans les camps près des frontières rwandaises n'ont pas hésité à les utiliser pour maintenir la violence, des tirs systématiques et des violations des droits humains et du droit humanitaire dans les camps et à menacer leur retour forcé dans leur pays d'origine. Les combattants armés habitaient dans les mêmes camps avec les civils. Des recrutements se faisaient, des entraînements, et les approvisionnements en armes s'effectuaient facilement dans les camps. A cause de la porosité des frontières, les armes n'ont pas hésité à circuler et à commettre des actes meurtriers dans les territoires congolais et au Rwanda.

En Juin 2004, lors de la guerre menée par Le Colonel Jules Mutebutsi et Laurent Nkunda dans la ville de Bukavu, les réfugiés congolais de la communauté Banyamulenge et autres de la R D Congo ont trouvé refuge au Rwanda et se sont aussi installés à proximité de la frontière entre le Rwanda et la RD Congo (Cyangugu et Bugarama) pour servir de base arrière et de recrutement. Des jeunes et adultes ont été aussi recrutés par force dans le camp de transit à Cyangugu pour devenir des soldats, d'autres anciens démobilisés ont reçu de l'argent pour aider Mutebutsi et ainsi préparer leur retour en force en RD Congo.

En Août 2004, les réfugiés congolais Banyamulenge dans le camp de Gatumba ont été victimes d'une attaque qui a causé la mort de plus de 164 personnes et 106 blessés. Selon les témoignages concordants de toutes les parties en conflits et enquêteurs des Nations Unies et des ONG des droits de l'homme, les assaillants avaient été une coalition de miliciens burundais FNL, de Mai Mai congolais et de miliciens Interahamwe rwandais basés en RD Congo.

*** Le processus du Désarmement- Démobilisation et Réinsertion**

Le R D Congo a des difficultés énormes quant à la démobilisation des forces combattantes à cause de la multiplicité des groupes armés opérant à l'Est.

L'on assiste aux blocages de l'évolution de ce processus surtout à l'Est du pays à cause de la présence de ces groupes armés qui attendent leur intégration dans l'armée, mais continuent à agir, à semer l'insécurité tout en faisant fi du pouvoir central. Or l'idée de la création d'une nouvelle armée nationale, régulière a mis l'espoir de voir que tout est fini et que le pays part sur des nouvelles bases.

Chaque groupe armé continue à occuper ses territoires, à agir seul sans respecter les engagements et accords signés, à s'approvisionner en armes et obéir aux ordres de leurs chefs qui parfois les représentent au sein du Gouvernement, malgré le partage du pouvoir entre les belligérants.

La poursuite des approvisionnement en armes rend actuellement difficile ce processus. Personne ne veut démobiliser par peur d'être rendu faible et ou vulnérable devant les autres. Les cas les plus frappants sont ceux du district de l'Ituri où les forces en présence ne pensent même pas à s'impliquer dans le processus, malgré la présence et les tentatives des forces des Nations Unies. Les agents des Nations Unies sur terrain ne parviennent pas à découvrir toutes les caches d'armes dans la région. Chaque maison en Ituri possède une à trois armes avec la majorité de tous les jeunes et enfants comme soldats, précise un animateur d'une Ong locale de la place.



les enfants soldats en Ituri

Les enfants constituent la quasi totalité des effectifs des groupes armés. Ils sont gardes du corps des chefs qui n'hésitent pas à les utiliser comme bon leur semble. Ces derniers ne veulent pas les démobiliser et deviennent hostiles à toute initiative de démobilisation. Un animateur d'une Ong locale a été l'objet de menaces de la part des chefs villageois pour avoir sensibilisé un enfant soldat sous le commandement d'un chef et leader de PUSIC. Un chef leader d'un groupe armé en Ituri n'a pas hésité à lâcher qu'au lieu de donner les armes au programme DDR initié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur terrain, il préfère les acheter auprès des combattants à un prix supérieur à celui offert par le PNUD pour le désarmement, c'est à dire à 100 ou 150 dollars américains pour enfin les revendre ailleurs et acheter des armes plus sophistiquées.

Parler de la démobilisation et de la réforme militaire en R D Congo revient à pousser une analyse profonde sur la situation qui prévaut dans la partie Est du pays. Les militaires issus de l'ex- rébellion RCD- Goma basés à Goma dans la Province du Nord –

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

Kivu par exemple ne voient pas de bon œil le brassage, à cause des agendas cachés. Eux qui reçoivent le soutien militaire de l'Armée Patriotique Rwandaise. Ils se sentent plus équipés en armes non déclarées et connues par le Gouvernement partant des contacts et transferts des armes, uniformes et munitions en provenance de l'extérieur. Cela rend beaucoup plus difficile le processus DDR.

QUELS EFFORTS ENTREPRIS PAR LES ACTEURS ?

Personne ne peut rester inactif devant ce problème de la prolifération illicite d'armes légères et de petit calibre dans la région qui a été exacerbé par les conflits politiques internes, le terrorisme et la pauvreté extrême. Ces armes ont provoqué d'énormes souffrances humaines en R D Congo.

Toute la communauté internationale est convaincue de ces conséquences néfastes aux populations. Ainsi des efforts ont été entrepris pour lutter contre la prolifération de ces armes dans le monde.

Les pays de la région des grands lacs responsables de milliers de morts enregistrés, ne sont pas aussi restés inactifs, ils ont organisé des rencontres, signé des accords, déclarations et protocoles pour mettre fin à cette situation qui tend à se pérenniser.

Depuis la déclaration de Nairobi sur le problème de la prolifération des armes légères et de petit calibre illégales dans la région des Grands – lacs et la corne de l'Afrique en mars 2000, en passant par les déclarations, plan d'action et protocoles l'on a observé des violations massives des droits humains et du droit international humanitaire de la part de pays signataires de la région de Grands lacs.

Les objectifs du protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petits calibres signés en avril 2004 ont été clairs, parmi eux : « prévenir l'accumulation excessive et destabilisatrice d'armes légères et de petit calibre dans la sous – région, prévenir, combattre et éradiquer la fabrication, le trafic, la possession et l'utilisation illicites d'armes légères et de petit calibre dans la sous – région ».

LES PREMIERS SIGNATAIRES DE CES DOCUMENTS EN SONT LES PREMIERS VIOLATEURS

Au niveau externe

La crise qui secoue la R D Congo dans sa zone Est est causée par les Etats parties signataires de ce protocole : le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et la R D Congo.

Le Rwanda n'a pas hésité à fournir des armes et munitions pour soutenir les événements malheureux dans la Province du Sud – Kivu lors des tentatives de destabilisation et de prise de la ville de Bukavu par le Colonel Jules Mutebutsi et le Général Laurent Nkundabatware en Février, et Juin 2004. Le Rwanda n'a pas hésité à dénoncer l'appui de la R D Congo aux milices Interahamwe et ex- FAR présents dans son territoire pour le destabiliser. Le Burundi, quant à lui, a accusé la R D Congo de soutenir et de base arrière des groupes armés qui ont massacré les réfugiés congolais à Gatumba dans son territoire.

L'Ouganda, par contre, a continué à soutenir les groupes armés en Ituri et dans la Province du Nord – Kivu. Ceci en violation de l'article 2 dudit protocole.

A cause de la crise de confiance qui existe entre ces pays, actuellement il est difficile de confirmer avec certitude qu'ils arrivent à coopérer sur les questions relatives au trafic de la prolifération d'armes légères et de petit calibre (informations, contrôle des frontières, ...) tels que dit dans le protocole.

En novembre 2003, lors de la rencontre des parlementaires des pays de l'Afrique centrale, de l'Est et Corne africaine, les délégations parlementaires du Burundi, de la R D Congo et du Rwanda en marge de la conférence de Mombasa, au Kenya sur la prolifération des Armes légères et de petit calibre illicites dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique ont créé un cadre de suivi des résolutions et des recommandations de la conférence en vue d'harmoniser leurs législations sur les armes légères. Depuis il n'ya pas d'évolution positive si ce ne sont que la multiplication des rencontres après la commission des violations de ces accords et protocoles.

Le plan d'action parlementaire de Bujumbura sur l'harmonisation des législations sur les armes légères entre les pays concernés dans la crise en R D Congo ne fait que l'objet de réflexion et de discours pour le public, car en réalité aucun d'entre les signataires a besoin de coopérer concrètement avec l'autre. Des agendas cachés font que personne n'éprouve la confiance envers l'autre tant qu'ils continuent à s'accuser mutuellement.

Depuis le 08 février 2005, la R D Congo et le Rwanda ont mis en branle le mécanisme conjoint de vérification de frontières entre les deux pays afin de mettre fin aux incessantes violations territoriales entre les deux pays (Frontière entre Cyangugu – Ruzizi) à Bukavu dans la Province du Sud - Kivu. Un mécanisme conjoint de vérification des frontières est une initiative louable pour démontrer à la face de la communauté tant nationale qu'internationale la volonté de pacifier cette zone qui souffre d'une crise de paix.

Pour la réussite de cette initiative et en se ralliant à d'autres observateurs, il faut que les deux parties soient animées de bonnes intentions plutôt que d'avoir des agendas cachés dans le but d'embraser une fois de plus ce territoire. Aussi il faudra mettre en garde d'autres fauteurs de troubles et instigateurs mal intentionnés pour réussir ce pari qui, visiblement, ne sera pas facile. Car surveiller une longue frontière de près de 250 Km qui sépare deux pays dont le climat sécuritaire est très tendu depuis des années, demande une grande capacité de volonté, de détermination et de dépassement de soi.

Au niveau interne

La guerre dans le pays a favorisé la dispersion d'armes dans les territoires de l'Est. En dehors des rebelles connus et qui ont embrasé le pays, les chefs locaux et autorités locales et administratives ont constitué des milices privées pour chercher à conquérir les espaces miniers. Ainsi l'on a assisté à des affrontements réguliers entre ces milices et qui occasionnent jusqu'aujourd'hui la mort des milliers de personnes, la Mombasa en Novembre a soutenu : « la guerre qu'a connu le pays a engendré un

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Lumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafai/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

sentiment de violence et de criminalité parmi les populations ». Les provinces de l'Est du pays en proie des affrontements en sont les premières victimes. La violence et la criminalité a atteint un niveau très élevé de telle manière que tuer, violer, piller, ... sont devenus normaux et comme un mode de vie. Ce parlementaire a montré comment la RD Congo a vécu des confrontations militaires entre l'armée régulière et les forces rebelles.

Une des plus grandes crises dans l'histoire de notre pays, a –t-il souligné. Malheureusement, ces événements s'accompagnaient d'un trafic grandissant d'armes militaires dans toute la région des grands lacs. La prolifération illicite des armes a également contribué à une plus grande criminalité et à une forte délinquante juvénile. Malgré la fin de la guerre, de nombreux protagonistes du conflit causaient encore des nuisances à cause des armes en leur possession. La RD Congo était « une réelle poudrière ».

Et jusqu'aujourd'hui, le pays évolue dans la détérioration à cause de la disponibilité des armes être les mains des civiles et des groupes armés qui s'opposent au désarmement et à la démobilisation.

Devant ce véritable problème de prolifération des armes légères et de petit calibre, d'aucuns pouvaient s'interroger sur la mise en application des lois nationales pour contrôler ces armes quand bien même si elles existaient.

« La R D Congo possède des lois pour réguler le droit de port d'armes. Ces lois comprennent des propositions concernant l'enregistrement d'armes et de munitions, le retrait de permis en cas d'abus. Le dernier recensement du stock des armes dans le pays date de 1998. Les autorités congolaises ont découvert que 106.351 armes à feu ont été importées en R D Congo. Que 2,6% de la population avait un permis pour posséder des armes et 97,4 % de cette même population ne pouvait présenter de permis. Depuis fin des années 80, la prolifération des armes en R D Congo a pris des proportions incroyables », et s'il faut ajouter le nombre incalculable d'armes disponibles actuellement. Le parlementaire a montré comment l'application de ces mesures a été fortement détournée.

« Seulement pendant une période de trois mois après l'adoption de la Déclaration de Nairobi, la R D Congo a appliqué cette déclaration pour le programme de Démobilisation, Désarmement, le rapatriement, la réinsertion et la réinstallation par la signature en juin 2000 du décret loi par le Président de la République ».

La multiplicité des autres groupes armés (anciens et nouveaux) rend actuellement difficile le contrôle des armes, car l'armée n'est pas encore intégrée et unifiée pour que toutes les armes soient inventoriées et ainsi assurer la protection des frontières pour éviter le transfert et l'approvisionnement des armes.

Le problème reste complexe tant que les tensions ethniques persistent, l'exploitation illégale des ressources naturelles, les menaces d'agression et la présence des troupes étrangères persistent.

Actuellement les territoires de l'Est du pays sont devenus militarisés à cause d'un nombre très considérables d'armes légères et de petit calibre qui circulent entre les mains de civils, milices et combattants. La violence est devenue un mode de vie dans presque la quasi totalité des territoires où les conflits ont perduré de telle manière que le degré de criminalité a augmenté.



Un enfant soldat en action



La violence est devenu un mode de vie

Le manque de maîtrise de tous les groupes armés par le Gouvernement qui a été mis en place pose un sérieux problème pour que l'armée soit intégrée, et brassée. Certains commandants n'arrivent plus à obéir aux ordres de la hiérarchie, s'approvisionnent en armes et munitions, recrutent et ne veulent pas démobiliser les enfants soldats, continuent à exploiter les ressources naturelles illégalement, à dépendre des troupes des armées étrangères, anciens alliés.

Les armes sont très nombreuses et à cause de la pauvreté, elles constituent pour les uns l'outil de survie et de maintenance de la violence dans les territoires. Elles ont contribué à la destruction de la faune et de la flore. A l'exemple du Parc National de Kahuzi Biega dans la Province du Sud – Kivu qui a été transformé en terrain agricoles et en carrières minières par les groupes armés (RCD- Goma, Mai Mai et Interahamwe). Des bêtes ont été abattus et chassés de leur milieu de vie naturel.

Avec les pressions exercées sur la R D Congo en rapport avec les violations flagrantes commises par les groupes armés, le conseil de sécurité des Nations Unies a pris la décision de mettre l'embargo dans le Kivu et le district de l'Ituri, malheureusement, cet embargo est régulièrement violé par tous.

DEFIS À RELEVER

Dans cet état de problème, le grand défis à relever est le processus de Démobilisation, Désarmement et Réintégration des combattants.

* Tellement que l'Est du pays a eu plusieurs groupes armés, les combattants ont eu le goût de vivre avec les armes qui les facilitent à commettre des violations des droits humains et le droit international humanitaire.

* Les chefs et leaders de ces groupes armés sont incapables d'estimer le nombre exact des hommes en armes, à cause des recrutements massif et désordonné. Si certains peuvent savoir le nombre exact des combattants adultes dans leurs rangs, il n'en est pas pour les enfants. A chaque avancée et occupation des territoires, les enfants ont été recrutés, envoyés en formation de quelques jours, aux fronts et déplacés avec leurs chefs dans d'autres endroits. Pendant qu'il ya présence dans les groupes rebelles, les autres (autorités locales, administratives et territoriales)constituent des milices ou « local

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Iumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulyic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/rafal/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

defense » pour la sécurité et la résistance. Ce recrutement motivé par la poursuite de l'obtention de la direction des bataillons ou des brigades.

* A cause des attaques et de l'insécurité permanente causées par les Interahamwe dans les territoires de l'Est, les groupes armés se refusent de démobiliser les combattants, même les enfants à cause de la peur d'être attaqué à n'importe quel moment. C'est eux les protecteurs des villages.

* Dans le district de l'Ituri par exemple, certains chefs et leaders des groupes armés tiennent à maintenir les combattants, à ne pas démobiliser même les enfants par peur d'être rendus vulnérables, faibles et susceptibles d'être à la merci des autres groupes ethniques.

* Les territoires qu'occupent ces groupes armés sont riches en ressources du sous-sol, ce qui les rend fort quant à son exploitation et la facilité de contact avec les acheteurs ou alliés qui les fournissent les armes. D'où l'importance pour eux de recruter et de garder les combattants qui utiliseront les armes acquises.

* Des agendas cachés quant à l'avenir du pays : lorsque les anciens rebelles doivent rester dans les territoires qu'ils avaient occupés avant la fin des hostilités, ils se sentent beaucoup plus attachés à leur base, jusqu'au point de refuser des permutations et/ ou de se mélanger avec les autres anciens et groupes armés. (Cas des insurgés dans la Province du Nord Kivu en décembre 2004).

Des actes d'insubordination et d'indiscipline de la part de certains commandants militaires qui les amènent à se comporter comme des intouchables dans les régions militaires (cas du commandant Mabolongo, communément-appelé « 106 », dont la tentative de son arrestation dans la ville de Bukavu a causé la mort de deux civils et deux militaires. Celui-ci a pris le large et de colonel Chibalonza, commandant de la 104eme brigade basée à Kabare accusé de commettre des exactions sur les populations civiles, de détournement de solde des militaires. Ses éléments se sont affrontés aux militaires de la 10eme région militaire à Kabare provoquant ainsi la mort de cinq militaires et une personne civile et au moins quatre paysans blessés, celui-ci prit fuite dans la forêt pour rejoindre Mabolongo) dans la Province du Sud – Kivu en fin Janvier 2005.

Ainsi nous avons en présence une armée divisée, basée sur les origines ethniques (Ituri), dans une administration divisée avec l'officiel sans mot à dire et l'autre avec plein pouvoir, une police des chefs sans troupes suffisantes avec quelques éléments en place fatigués (Cas de la Province du Nord – Kivu, constant dans le memo du maire de la ville de Goma).

* La démobilisation sans véritable réintégration n'apporte aucune solution pour les anciens ex- enfants soldats et adultes (Vulnérables) et pour le pays. Plusieurs enfants soldats sont retournés dans l'armée par force, suite aux poursuites exercées sur eux par les seigneurs de guerre, à la poursuite des exactions commises par les groupes armés,

l'insécurité dans leurs villages, de la pauvreté, ... bref du manque d'un cadre adéquat d'accueil et de réintégration.

Des solutions proposées

La R D Congo se prépare aux élections cette année 2005. Ceci est conditionné par plusieurs facteurs, car les omettre le plongera dans un chaos et guerres interminables. Ces facteurs sont internes et externes comme présentés dans les textes ci- haut.

Des actions doivent être entrepris es tant au niveau local, national et international pour contribuer à la lutte contre ces armes qui laissent derrière elles les morts et la désolation.

Tout en se ralliant aux propositions et efforts des uns et des autres dans cette lutte,

Projet GRAM – Kivu recommande :

*** Au gouvernement de la transition de la R D Congo :**

- De se mettre résolument au strict respect des accords et protocoles de paix signés à Pretoria, Sun City pour mettre fin aux hostilités et de contraindre tous les anciens belligérants représentés au sein dudit gouvernement de s'y engager concrètement ;
- De mettre en application la déclaration de Nairobi sur le problème de la prolifération des armes légères et de petit calibre illégales dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique du 15 mars 2000, la déclaration conjointe des délégations parlementaires du Burundi, du Rwanda et de la R D Congo en marge de la conférence de Mombasa, au Kenya le 27 novembre 2003, le plan d'action parlementaire de Bujumbura sur l'harmonisation des législations sur les armes légères et de petit calibre du 30 mars 2004, du protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique du 21 avril 2004.
- de mettre en application les lois se-rapportant sur les armes légères et de petit calibre, car la détention des armes par des civils et autres groupes armés est illégale. La possession et l'utilisation civiles d'armes légères doivent être contrôlées ;
- De renforcer son système sécuritaire des frontières avec les pays voisins (Rwanda, Ouganda, Burundi) pour le contrôle de transfert d'armes et ainsi mettre fin aux incessantes incursions entre les pays ;
- D'accélérer le processus de désarmement, de démobilisation, et réintégration des militaires vulnérables, y compris les enfants soldats, d'intégrer tous les groupes armés et de les brasser, afin d'avoir une véritable armée nationale ;
- D'exercer des poursuites judiciaires à toute personne qui s'était rendu coupable des abus et violations des Droits de l'Homme et du droit international humanitaire, et de les punir sévèrement ;
- De négocier une convention cadre sur les transferts internationaux d'armes pour empêcher les exportation d'armes à l'Est du pays ou les risques sont très nombreux pour les violations des droits humains et du droit international humanitaire ;

*** A la communauté internationale :**

- De faire pression au gouvernement de transition pour qu'il arrive à mettre sur pieds une armée nationale capable de respecter les droits humains et le droit international humanitaire et qu'il respecte les accords et protocoles signés pour que le pays ne sombre plus dans des situations de désastres ;
- De vérifier le niveau du respect de l'embargo décrété par le conseil de sécurité des Nations Unies à travers la résolution 1493 en 2003 sur les armes au Kivu et en Ituri et de renforcer ses dispositifs de suivi sur le contrôle des armes ;
- De déployer assez d'éléments au sein de la MONUC et d'une force alternative comme proposé par les parlementaires européens pour la surveillance des frontières entre le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et la R D Congo, et d'apporter un soutien au processus DDRR des anciens combattants ex- FAR et milices Interahamwe basés dans les forêts et territoires de l'Est.

*** Aux organisations locale, nationale et internationale actives dans la question des armes légères et de petits calibres :**

- De renforcer les actions de lobbying et de plaider pour que les lois nationales mettent en application la question des armes détenues illégalement par la population civile et les milices ; et que la R D Congo et ses voisins arrivent à ratifier le protocole sur les armes à feu ;
- A soutenir la campagne « *Contrôlons les Armes* » soutenue par la pétition « *Un Million de Visages* » en s'associant à d'autres Ongs pour réglementer l'approvisionnement en armes légères.
- A renforcer la sensibilisation au sein des populations civiles sur les méfaits des Armes légères et de petits calibres en proposant des actions alternatives pour qu'elles ne puissent plus faire recours aux armes comme moyens de survie.

CONCLUSION

Si l'on nous dit que chaque jour, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans la peur de la violence, si l'on estime que chaque année plus de 500.000 civils meurent à la suite de l'utilisation abusive d'armes conventionnelles : une personne par minute,...il ya sans doute de personnes qui pensent comment contourner cela en une minute.

Ce sont les hommes qui sont à la base de la fabrication, du transfert, du commerce et de l'approvisionnement en armes, et ce sont eux qui sont capables de les gérer. En RD Congo, ceux qui utilisent les armes ne les fabriquent pas, mais s'en approvisionnent pour enfin être incapables de les gérer. Ils provoquent des guerres sans être capables de les arrêter, ils recourent au recrutement des hommes pour enfin être incapable de les gérer. Ils savent qu'ils passeront, mourront ;mais semblent se maintenir au pouvoir sans évaluer les dangers qu'apportent les armes qu'ils achètent, transfèrent et utilisent ainsi que les hommes armés sous leur contrôle.

Ils sont auteurs des plusieurs violations des droits humains et du droit international humanitaire, mais à coté d'eux il ya aussi la Cour Pénale Internationale (CPI) qui les attend et à la longue le tribunal pénal pour le Congo pour les crimes commis. Il est temps que les uns et les autres passent devant la barre pour décourager ceux qui se

« Tant que les Armes légères et de petits calibres prolifèrent et circulent encore entre les mains de civils à l'Est de la R D Congo, pas de Paix en vue ».

94,96, Av.P.E. Iumumba, Bukavu, Sud- Kivu, R D Congo, Email : amsulvic@yahoo.fr info_gram2000@yahoo.fr
site web : www.societecivile.cd, et www.grip.org/trafic/membres/gram.html et www.gramkivu.org (en construction).

comportent en roitelets ou en des intouchables dans les parties qu'ils continuent à gérer à l'Est. Mais si rien n'est fait, un jour, ils rencontreront la population civile en cours de chemin.

C'est eux qui font peser les armes à l'Est de la R D Congo. Personne ne les arrête. Les uns travaillent pour leur propre compte, d'autres par contre pour le compte des pays voisins (Rwanda, Ouganda) qui les appuient.

Tellement qu'elles sont très nombreuses, ces armes sont détenues par les civils (Hommes, Femmes, Enfants) et milices ; et à chaque instant quelque part, c'est des coups de feu et quelqu'un est tué.

Personne ne veut donner son arme, personne ne veut être démobilisé, tant qu'elle constitue un moyen de protection, de survie, ... Bref, elle pèse partout et risquera d'être plus nombreuse que les populations qui constituent cette partie de la R D Congo.

Il est temps d'agir vite et avant qu'il ne soit tard. Les efforts des uns et des autres sont sollicités pour aider la R D Congo à ne plus compter ses morts, car les territoires de l'Est deviennent de plus en plus militarisés et n'augurent, en un seul instant, les signes futurs de la paix et de sécurité à cause de ces armes qui continuent à peser.

« Que l'arme illégale cède à une autre alternative de survie et de protection. Plus elle pèse sur nous aujourd'hui, plus elle enfoncera dans l'ombre et fera disparaître les générations futures » Victor AMISSI.

Notes Essentielles

1. Voir « *Armer ou développer ?* » Campagne *contrôlez les armes*, Amnesty International, Oxfam International, et le Réseau d'action International sur les Armes légères, Juin 2004.
2. Voir « *Remettre les armes à leur place* », Centre pour le Dialogue Humanitaire, Genève, Octobre 2004.
3. Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique, avril 2004.
4. La déclaration de Nairobi sur le problème de la prolifération des Armes légères et de petit calibre dans la région des grands lacs et la Corne de l'Afrique, Nairobi, mars 2004.
5. *Un manuel parlementaire concernant le problème des armes légères et de petit calibre*, PNUD/AWEPA, mars 2004.
6. *Le plan d'action parlementaire de Mombasa sur la réduction des armes légères et de petit calibre illicite*, Mombasa, 28 novembre 2003.
7. Déclaration conjointe des délégations parlementaires du Burundi, de la R D Congo et du Rwanda en marge de la conférence de Mombasa, au Kenya, du 26 au 28 novembre 2003, sur la prolifération des armes légères et de Petit Calibre illicites dans la région des Grands lacs et la corne de l'Afrique, 27 novembre 2003.
8. Plan d'action Parlementaire de Bujumbura sur l'Harmonisation des Législations sur les Armes Légères et de Petit calibre, Bujumbura, 30 mars 2004.
9. *Vies Brisées, plaidoyer pour un contrôle renforcé des ventes d'armes à l'échelon international*, Amnesty International, Oxfam International, 2003.
10. Alerte « *Danger d'extension imminente de la guerre déclenchée au Nord – Kivu sur l'ensemble de l'Est de la R DC* », REPRODOC/ Sud – Kivu, janvier 2005.
11. *Appel à Action Urgente No 001/2004*, RODHECIP/asbl, Goma, novembre 2004.
12. Rapport de Butembo- Beni, décembre 2004.
13. *Memo sur la Nième incursion du Rwanda*, Société Civile/ Sud – Kivu, décembre 2004.
14. *Un génocide en préparation et en cours d'exécution au Nord – Kivu*, Communiqué de Presse/ 037- 2004, Société Civile du Nord – Kivu, décembre 2004.
15. Memo de la Mairie de Goma à la commission parlementaire présenté à Goma, Goma, 20 décembre 2004.
16. Message de félicitation au Général Laurent Nkundabatware et alliés, Rapport de BOR, Juin 2004.
17. Rapports sur les droits Humains, Projet GRAM – Kivu, 2003, 2004.
18. « *Bukavu, événements. La Ville de Bukavu encore sous le choc* », rapport Projet GRAM – Kivu, Juillet 2004.
19. « *Tujuwe Zaidi* » ou « *Savoir Plus* » No 13, 14 (Février, Mars 2005), feuillets du Projet GRAM – Kivu.
20. Rapport des experts des Nations Unies, cité par Philippe Bolopion de la radio France Internationale, juillet 2004.
21. Témoignages de terrain et interviews.
22. www.digitalcongo.net.